

Oekumenische Arbeitsgemeinschaft Kirche und Umwelt OeKU

Communauté Oecuménique de Travail Église et Environnement COTE

Comunità Ecumenica di Lavoro la Chiesa e l'Ambiente CECA

*Embargo: 5 juillet 2001, 11.00h*

*Communiqué de presse*

## ***Une protection globale du climat maintenant!***

*Remise de la pétition demandant la poursuite des négociations internationales sur le climat par 40 organisations suisses liées à l'Eglise, engagées dans l'environnement et le développement.*

*Conférence de presse du jeudi 5 juillet 2001, au Politforum Käfigturm à Berne, de 10.15 à 11.15h*

### ***Pétition concernant la protection du climat remise au Conseil fédéral***

*Berne, jeudi 5 juillet 2001. – Plus de 40 organisations suisses se sont exprimées dans une pétition commune en faveur de décisions perspicaces en matière de politique climatique. En remettant aujourd'hui sa pétition, la coalition en faveur du climat a demandé au Conseil fédéral de faire progresser activement la protection du climat en Suisse et de soutenir, à l'échelon international, une politique climatique cohérente.*

*Même si le président Bush juge le protocole de Kyoto irréaliste, les habitants de l'hémisphère Sud et de l'hémisphère Nord sont déjà confrontés aux conséquences du changement climatique. Dans les Etats industrialisés – les principaux responsables de l'effet de serre en raison de leur consommation élevée d'énergie et de leur gaspillage – les experts s'attendent aussi à une multiplication des inondations, des tempêtes, des glissements de terrain et des sécheresses.*

*Fortunat Joos, physicien de l'environnement, participe depuis plus de dix ans à la recherche sur le climat à l'Université de Berne. De son point de vue de spécialiste, nous ne sommes pas sans défense face à l'aggravation du réchauffement climatique: "Avec les moyens techniques et économiques dont nous disposons aujourd'hui, il est possible, au cours de ces 20 prochaines d'années, d'abaisser les émissions de CO<sub>2</sub> au niveau mondial en-dessous de la valeur de 1990." Pour de nombreuses mesures, les coûts économisés en raison de la diminution de la consommation d'énergie seraient même supérieurs au coût direct des mesures adoptées. "Ce qu'il faut, c'est la volonté déterminée de faire changer les choses au niveau de la politique climatique", a déclaré Fortunat Joos ce matin lors de la conférence de presse de Berne.*

*L'ampleur des changements climatiques à venir dépend directement des bonnes décisions politiques, estimait aussi Rosmarie Bär, coordinatrice de la politique de développement auprès de la Communauté de travail des œuvres d'entraide suisses. Ce sont ces décisions que l'on attend durant les négociations*

*internationales sur le climat qui se poursuivront à Bonn du 18 au 27 juillet 2001. "Nous attendons de la part de la délégation suisse à Bonn qu'elle ne prête pas la main à des compromis malsains", a poursuivi Rosmarie Bär. "La position défendue jusqu'à maintenant ne tolère aucun fléchissement. La Suisse ne doit pas devenir le suppôt d'une politique climatique destructrice."*

### ***Une large coalition en faveur du développement durable***

*La pétition des 40 organisations de développement, Eglises, syndicats, associations de transports et de l'environnement a vu le jour sur l'initiative de la Communauté Oecuménique de Travail Eglise et Environnement (COTE). La COTE a déposé il y a quatre ans déjà une pétition forte de 68'000 signatures qui demandait d'abaisser les émissions de CO<sub>2</sub> à deux tonnes par habitant et par an au maximum. "La coalition d'alors s'est reformée afin de demander l'application de mesures efficaces en faveur de la protection du climat", a expliqué Kurt Zaugg-Ott, directeur de la COTE. "Nous saluons favorablement la position défendue jusqu'à maintenant par la Suisse lors des négociations internationales et demandons qu'elle soit maintenue. Au plan de la politique intérieure, il est néanmoins possible et nécessaire de faire plus. Le Conseil fédéral a la responsabilité morale d'intervenir de manière plus offensive et, grâce à un travail de sensibilisation efficace, de faire en sorte que la protection du climat soit plus largement acceptée", a poursuivi Kurt Zaugg.*

*Marcel Odermatt, responsable de la section climat et énergie au WWF Suisse, voit dans le réchauffement climatique une menace pour la diversité biologique des milieux naturels. Prenant l'exemple des 320 îles Fidji, il a montré comment des milieux naturels de grande valeur pouvaient être massivement menacés dans leur substance par le rapide réchauffement climatique. Le WWF a donc insisté pour que la politique climatique suisse fixe des priorités claires: un système fiscal écologique, un marché de l'électricité plus "vert" ainsi qu'un changement de cap au niveau des transports devraient être, de l'avis de Marcel Odermatt, au premier plan.*

*Pour Christian Kissling, secrétaire de la Commission nationale suisse Justice et Paix, le temps à disposition est trop serré pour que l'on puisse se permettre de traîner et de tenter de viles tactiques. "La sauvegarde de la Création a la même valeur éthique que la justice et la paix. C'est pourquoi Justice et Paix continuera, au nom de la Conférence des évêques suisses et avec son appui, à saluer tous les projets susceptibles de promouvoir le développement durable dans notre pays et dans le monde."*

### ***Les engagements mondiaux concernant le climat doivent être tenus***

*Christoph Stückelberger, secrétaire central de Pain pour le prochain a rappelé que, lors du Sommet mondial de Rio il y a bientôt dix ans, les principaux responsables des changements climatiques avaient accepté – s'appuyant sur le principe du pollueur-payeur – de prendre la responsabilité d'un changement de cap mondial et d s'engager sur la voie du développement durable. "Tant que les pays industrialisés ne sont pas prêts à réduire leur consommation énergétique de combustibles fossiles, on ne peut pas demander aux pays en développement d'entreprendre des actions responsables en vue de stabiliser leurs émissions", a ajouté Christoph Stückelberger.*

*Les décisions de Rio sont des engagements que les différents Etats se doivent de tenir. Ce qui a été négocié et signé au plan international doit être ensuite appliqué au plan national: la politique climatique mondiale est la somme de la politique active des différents pays. Dans leur pétition, les auteurs ont rappelé au Conseil fédéral les lignes générales qu'il avait définies et ont proposé en outre de contribuer à l'abaissement de la consommation d'énergie et des émissions de gaz à effet de serre par leur comportement quotidien.*

### ***Pour de plus amples renseignements:***

*Kurt Aufderreggen, COTE, Case postale 7449, 3001 Berne, tél. 031 398 23 45, oeku@kirchen.ch*